

APRÈS L'ONU, LE MAROC S'EN PREND À LA TUNISIE ET AUX USA

L'étrange offensive de Mohammed VI

Le roi du Maroc a décidé de foncer tête baissée dans une stratégie de confrontation à l'issue peu probable. Effrayé à l'idée de perdre la bataille du Sahara occidental, il croise le fer de manière parfois violente avec tout ce qui contredit ou peut contredire sa logique sur le dossier.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Pour ce, Mohammed VI n'a pas hésité à se lancer dans une véritable guerre contre les Nations-Unies d'abord, puis contre les institutions américaines qu'il accuse d'avoir changé de cap dans leur gestion du Sahara occidental. Les derniers jours ont d'ailleurs démontré la logique folle dans laquelle s'est embarqué le monarque à travers les réactions qui ont suivi la publication d'un rapport du département d'Etat américain dénonçant de graves atteintes aux droits de l'Homme dans ce pays. Dans ce document annuellement publié, l'institution évoque la persistance de problèmes tels que la corruption, le recours quasi systématique à la force, la pratique de la torture, ainsi que les mauvaises conditions de détention dans les prisons marocaines. Le même rapport indique que la justice marocaine a parfois «manqué d'indépendance et parfois accusé les accusés d'avoir droit à un procès équitable (...) le gouvernement marocain a d'autre part enfreint les libertés d'expression et de la presse y compris en harcelant et en arrêtant des journalistes pour leur travail sur des sujets jugés sensibles». Il n'en fallait pas plus pour que le roi s'emballe et crie à la «manipulation».

La première réaction s'est fait entendre du côté de la direction générale des prisons. Le responsable des établissements pénitentiaires, qui n'a pu à l'évidence réagir de son propre chef face à un département américain d'une telle envergure, s'est déclaré outré par des propos qualifiés de mensongers et infondés. Quelques heures plus tard, le ministère de l'Intérieur marocain réagit à son tour en publiant un communiqué qualifiant le rapport de «scandaleux» et basé sur les propos de «parties hostiles au régime marocain».

Le même communiqué fait, par ailleurs, savoir que «le royaume est prêt à aller jusqu'au bout pour dévoiler les dérapages de ce rapport». Mais de simples textes ne suffisent pas à apaiser le courroux royal. Dans la même journée, l'ambassadeur des Etats-Unis à Rabat est convoqué par le ministre marocain des Affaires étrangères. Celui-ci

ci dénonce auprès du représentant américain les «manipulations et les erreurs flagrantes contenues dans le rapport du département d'Etat».

En fait, l'ambassadeur des Etats-Unis venait ainsi de faire l'objet d'une seconde convocation de la part des autorités marocaines puisqu'il avait été, une journée auparavant, convoqué par le ministre de l'Intérieur qui lui avait tenu des propos similaires.

La violente réaction du royaume constitue réellement une première, un antécédent même dans les annales de la politique du Maroc qui n'avait encore jamais réagi d'une telle manière à des rapports de ce genre en particulier lorsqu'ils émanent d'institutions américaines. L'offensive a inévitablement attiré



Mohammed VI, roi du Maroc.

l'attention d'un grand nombre d'observateurs étrangers qui voient en cette réaction une panique certaine chez le roi déjà désabusé par l'attitude des Nations-Unies face au

dossier du Sahara occidental. Un bras de fer avait déjà été entrepris avec le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, accusé de partialité pour avoir utilisé le terme

de Sahara occidental et prôné la nécessité de laisser aux Sahraouis le droit de statuer sur leur sort en organisant un référendum d'auto-détermination. L'évènement avait entraîné une réaction très violente du Maroc qui a soulevé y compris les foules à Rabat. Le Maroc est décidé à ne rien concéder ni laisser passer. Au cours de ces derniers jours, deux ministres tunisiens qui ont utilisé eux aussi la terminologie «Sahara occidental, un territoire à décoloniser» ont été à leur tour pris à partie par les autorités marocaines qui y ont vu une provocation et une manœuvre destinée à déstabiliser le royaume.

Fort du soutien de la France et des monarchies du Golfe, Mohammed VI s'est engouffré dans une logique qui risque pourtant de coûter cher à son pays. Celle qu'adoptent généralement les personnes acculées qui s'enfoncent en ouvrant plusieurs fronts à la fois...

A. C.

TUNISIE

Ennahdha renonce à l'islam politique

«Nous n'avons jamais eu la prétention d'islamiser la société ou d'apprendre aux Tunisiens leur religion. La raison est simple : notre pays est un Etat dont la religion est l'islam et personne n'a le droit d'interférer dans la conscience des Tunisiens qui n'ont aucune leçon à recevoir en matière de pratique de leur religion.»

De Tunis, Kattou Mohamed

Cette déclaration venant du chef du bureau politique du parti islamiste Ennahdha résume clairement la nouvelle voie que ce parti aurait choisi d'adopter à l'issue de son 10^e congrès pour entrer dans les cœurs des Tunisiens. En outre, cette position est confirmée par celle du leader du parti Rached Ghannouchi qui a déclaré au journal français *Le Monde* : « Désormais, plus d'islam politique. » Ce congrès, ouvert vendredi, doit durer trois jours à l'issue desquels, le parti islamiste aura une nouvelle peau selon ses responsables qui affirment qu'Ennahdha sera, désormais, un parti comme les autres en se débarrassant de son idéologie originelle et en optant pour la séparation entre le politique et la prédication. De telles déclarations font de ce congrès un évènement national dont dépend l'avenir du pays. En pratique, les responsables du parti accordent le choix à leurs militants entre ces deux options. Ceux qui cherchent la prédication sont tenus de quitter le parti et de se consacrer, à travers des associations légales, à la pré-

dication. Cette option, annoncée depuis quelques jours, est différemment commentée par les observateurs. Certains y voient le résultat d'une prise de conscience dictée par l'expérience acquise par le parti islamiste en matière d'exercice du pouvoir. D'autres n'y croient pas un mot du fait que ce parti a habitué la société au double langage, alliant la chose et son contraire.

Cependant, tous les responsables du parti affirment, à ceux qui veulent bien les entendre, que cette formation «prendra ses distances avec le passé» et n'affectionne nullement le retour en arrière. Ce retour est consigné dans les motions du congrès et les notes d'évaluation du parcours antérieur qui, aux yeux de certains nahdhaouis, était «catastrophique». Aussi, la lecture des motions du congrès donne l'image d'un parti ouvert à tous, aussi bien à sa base qu'il ne faut surtout pas offusquer, qu'aux anti-islamistes, qu'enfin à une jeunesse déçue par la dégradation de sa situation et qui ne voit pas l'avenir en rose. Ainsi, il est aisé de constater que Ennahdha privilégie le chemin de l'entente pour «servir la Tunisie» et concrétiser, aux côtés «de nos partenaires les attentes du peuple dans le cadre de la démarche consensuelle et participative que nous avons choisie ensemble en vue de garantir la stabilité de notre pays». Cette position et ces déclarations font l'objet de suspicions dans certains milieux, en particulier ceux de la gauche qui n'a d'autre objectif que la disparition pure et simple du parti islamiste de la scène politique. Dans ce contexte, l'on relève que les partenaires politiques de ce parti n'ont rien changé à leurs positions. Il serait le seul à «avoir eu l'audace» d'opé-

rer une mue qui, souhaite-t-il, lui attirerait une relative sympathie de certains détracteurs, notamment ceux de la gauche. Au plan de l'organisation, l'on s'accorde à dire qu'Ennahdha est un grand parti. Fort de l'expérience acquise depuis sa création, il y a une quarantaine d'années dans la clandestinité, ce parti a accumulé autant les succès que les échecs. C'est en se fondant sur les échecs qu'il se permet, aujourd'hui, d'organiser un congrès auquel il a invité 2 000 personnes dont 200 étrangers, sans compter les 10 mille sympathisants qui ont investi le parterre de la plus grande salle de sports en Tunisie.

Les congressistes doivent débattre, surtout, d'une motion politique et d'une motion structurelle alors que la question de la présidence du mouvement reste une énigme, ne serait-ce qu'au niveau des candidatures. Celles-ci seraient-elles multiples ? Osera-t-on se mesurer à Rached Ghannouchi pour briguer ce poste ou optera-t-on pour la continuité ? A ce sujet, Sami Dilou, l'un des ténors de ce parti, a affirmé que «nous sommes obligés de démontrer à nos militants, d'abord, et aux Tunisiens, ensuite, que la démocratie fait partie intégrante de notre comportement quotidien». Est-ce le signe d'une multitude de candidatures ? Toujours est-il et quelle que soit l'option qui sera prise par ce parti et quel que soit son principal dirigeant, ce 10^e congrès du parti islamiste est d'une importance capitale aussi bien pour le parti que pour la Tunisie tout entière, eu égard à la place qu'il occupe sur l'échiquier politique et à son poids dans les choix politiques et économiques du pays.

K. M.

MOLENBEEK, SYMBOLE D'UNE BELGIQUE POUR LONGTEMPS DÉGRADÉE

Sombres les jours

Le métro s'arrête quelques secondes, quelques passagers, trois, montent dans la rame et puis, sifflent vers une autre station.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Persone n'est descendu. Est-ce un hasard ? Une peur de ne pas s'aventurer dans ce coin horrible ? Une façon de conjurer le sort en ne visitant pas les lieux du crime, des crimes ? Sans doute, de tout cela. Une passagère parle d'une voix qu'elle veut audible par tout le monde : «J'espère que les salauds qui ont fait ça resteront en prison le restant de leur vie.» Les voisins du siège et les autres assis un peu plus loin ne veulent pas entrer en discussion sur cette thèse. Persone n'a envie de parler de l'attentat de Molenbeek ni ne veut

en entendre parler. C'est le même sentiment, partout, en Belgique. Le gouvernement Charles Michel, Alliance des Libéraux francophones et des nationalistes, les Flamands, droite pur-jus, n'intéresse pas grand monde lorsqu'il évoque les mesures prises ou à prendre pour lutter davantage contre le terrorisme. Dès les premiers instants qui ont suivi les descentes punitives sur Molenbeek et l'aéroport de Bruxelles, Zaventem, l'exécutif a multiplié les couacs, les erreurs, les déclarations à l'emporte-pièce et les approches bidon. Mis sous tension par ses pairs européens et, particulièrement, par la France qui lui reprochent son peu de vigilance qui a causé les attentats de Paris du 22 novembre 2015, il a, depuis, navigué à vue. Molenbeek, la cité d'où tous les meurtres sur Paris ont été conçus, planifiés et réalisés, est devenue une

triste attraction pour les médias du monde entier. Les résidents Belges d'origine marocaine ou belgo-marocaine dans une écrasante majorité ne veulent plus parler aux journalistes, français notamment. Il faut relever que ces derniers ont rivalisé d'ardeur et d'inventivité en production de clichés, de contre-vérités, d'absurdités et de sentences à la clef sans nuances, sans précaution de style. Molenbeek devient, hélas, le lieu de tous les phantasmes, la cité où toutes les approximations sont permises. La bourguemestre (maire) Françoise Schepmans, libérale, a tenté au début de résister à cette déferlante, mais depuis quelque temps, elle semble avoir changé de plan. Les associations, les habitants et les élus municipaux de cette banlieue au cœur même de la ville prennent le relais de la cheffe de la maison communale, montent au créneau

pour mettre en exergue les actions menées pour la déradicalisation et les résultats obtenus, ça ne suffit pas, ça ne suffit plus. Le modèle belge a pris un sérieux coup et les sondages font apparaître une avancée, sans précédent, de l'extrême droite tant au nord qu'au sud du pays. L'opposition au fédéral, socialiste et chrétienne, ne semble pas récolter les fruits de la néfaste gestion des affaires du pays par l'exécutif Michel...

Ici comme un peu partout en Europe, les vieux démons reviennent au galop et renvoient le Vieux Continent à ses heures les plus sombres, à sa triste histoire de colonisation, de fascisme, de nazisme, de pétainisme et de de... Bruxelles, capitale de cet ensemble en voie d'évaporation qu'est devenue l'Union européenne, n'en est que le reflet...

A. M.